



**NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

VÉRIFIER À L'AUDITION

Conférence conjointe UA/CEA des ministres des finances, de la planification et du
développement

Vingt-huitième réunion du Comité d'experts

Allocution d'ouverture d'Abdoulie Janneh
Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies
Secrétaire exécutif de la CEA

Le Caire (Egypte)
2 juin 2009

M. le Ministre,
M. le Commissaire,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi d'être au Caire avec vous et de vous accueillir à la deuxième réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.

Je tiens tout d'abord à remercier de tout cœur le Gouvernement et le peuple de la République arabe d'Égypte de leur généreuse hospitalité et les féliciter de l'excellente organisation de la réunion. Je voudrais en particulier adresser mes remerciements à M. Boutros-Ghali, Ministre des finances, qui n'a ménagé aucun effort pour assurer le succès de la réunion qui est consacrée à des questions de la plus haute importance.

C'est la deuxième fois que la Commission de l'Union africaine et la CEA tiennent une réunion annuelle conjointe, ce qui témoigne bien de la collaboration croissante qui lie les deux institutions, et de notre dessein commun de donner une cohérence accrue et de mieux coordonner l'action en faveur du développement. La première réunion conjointe a eu un relief particulier parce qu'elle s'est tenue alors que la CEA marquait son cinquantième anniversaire par diverses activités et manifestations, dont la publication du Livre du cinquantenaire.

Mais les célébrations ont été quelque peu assombries par la détérioration de la situation économique en Afrique après plusieurs années encourageantes de croissance soutenue. La crise économique et financière mondiale a éclaté au moment où on pouvait espérer que le pire des crises alimentaire et énergétique était derrière nous. On s'attend à ce que la croissance chute de près de 4 points de pourcentage cette année, alors qu'elle avait atteint en moyenne près de 6 % pendant cinq années consécutives.

Les recettes d'exportation de l'ensemble du continent pourraient reculer de 251 milliards de dollars en 2009, et de 277 milliards en 2010. Quant aux envois de fonds et flux de capitaux privés vers l'Afrique subsaharienne, ils devraient diminuer de 1 à 2 milliards de dollars en 2009. Le financement des échanges, l'investissement étranger direct et les autres flux de capitaux continueront eux aussi de décliner.

Le tarissement de ces importantes sources de financement portera un rude coup à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et aux budgets des programmes de santé, d'enseignement, d'infrastructure et de nutrition, ce qui devrait nuire gravement à la lutte contre la pauvreté. La crise affectera aussi l'emploi, menaçant de faire trois millions de chômeurs de plus en 2009. Son impact social sera particulièrement dramatique pour le continent, qui ne peut guère compter pour amortir le choc sur des filets de sécurité comme les allocations de chômage.

Pour autant, il ne faut pas désespérer. Il faut plutôt voir dans la situation actuelle l'occasion d'introduire des changements de fond dans la formulation des politiques, dans la structure économique et de gouvernance et dans la réalisation de l'intégration régionale, et de transformer l'architecture économique, financière et commerciale internationale pour qu'elle favorise et stimule la croissance économique et le développement en Afrique.

Le thème de cette réunion - « Renforcer l'efficacité de la politique budgétaire en vue de la mobilisation des ressources intérieures » - ne doit rien au hasard. Alors qu'elle est aux prises avec les retombées de la crise financière, l'Afrique doit impérativement explorer de nouvelles voies pour compenser la contraction des ressources destinées au développement. Il faut qu'elle détermine quelles politiques lui permettront de mieux mobiliser les ressources intérieures indispensables à son développement, sans pour autant sous-estimer l'importance des autres sources de financement. Je ne doute pas que vous saurez tirer pleinement parti de cette réunion pour examiner ces questions sous tous leurs angles.

La bonne gouvernance compte au moins autant, étant donné que la performance économique en dépend dans une large mesure, particulièrement en temps de crise. Il faut être conscient que le risque de troubles sociaux existe, car on sait que les difficultés économiques et la concurrence pour des ressources de plus en plus rares peut réduire à néant des résultats durement acquis sur le plan de la paix et de la sécurité. En outre, les pays africains doivent avoir la capacité de piloter leur activité économique tant en période de croissance économique qu'en période de crise. Nos efforts doivent donc porter également sur le renforcement du capital humain et des institutions, en s'inspirant notamment des expériences et des meilleures pratiques recensées dans le cadre du Mécanisme d'évaluation intra-africaine.

Le continent doit trouver les moyens d'accélérer l'intégration régionale pour parler d'une seule voix et se faire entendre dans les instances qui s'occupent de la réforme des institutions financières internationales, de l'action contre le changement climatique et de l'amélioration de la réglementation du commerce. Dans le même

temps, il doit miser d'avantage sur la coopération transfrontières et, à cet effet, développer les infrastructures de transport – réseaux routiers, ferroviaires, aériens – et installations portuaires, en construire de nouvelles et améliorer celles qui existent. En outre, l'Afrique doit avoir un projet énergétique, mettre en place des réseaux électriques et installer des oléoducs et gazoducs qui faciliteront la distribution transfrontières et amélioreront la sécurité et la régularité de l'approvisionnement en énergie.

Comme le G20 l'a dit dans le communiqué publié à l'issue du Sommet qu'il a tenu à Londres en avril dernier, « une crise mondiale requiert une solution mondiale ». Cette solution doit reposer sur des arrangements internationaux efficaces et équitables, et tenir compte des intérêts des pays africains. Nombre des questions soulevées dans le cadre de la préparation de la présente Conférence avaient été abordées par les dirigeants du G20. Je pense à l'octroi de nouveaux droits de tirage spéciaux, à des ventes d'or du Fonds monétaire international, au financement de dépenses anticycliques, à la révision du cadre visant à rendre la dette soutenable et à l'augmentation des capitaux mis à la disposition des banques multilatérales de développement. Il s'agit maintenant de veiller à ce que ces engagements-là et ceux pris auparavant soient traduits dans les faits, notamment en matière d'aide publique au développement. Cette réunion est l'occasion de commencer à évaluer les progrès réalisés.

La crise économique et financière mondiale n'est pas le seul problème pressant auquel notre continent doit faire face : le changement climatique, qui risque de compromettre à long terme le développement économique et social de l'Afrique, exige une action urgente. Vu l'importance des enjeux, et comme le Sommet de l'Union africaine l'a décidé en janvier dernier, l'Afrique devra, à la Conférence de Copenhague, parler d'une seule voix sur les mesures d'atténuation et d'adaptation, ainsi que sur les technologies, le renforcement des capacités et le financement nécessaires pour les mettre en œuvre.

La CEA travaille sur la question en très étroite collaboration avec ses partenaires, en particulier dans le cadre de Clim-Dev Afrique qu'elle a lancé avec l'Union africaine et la Banque africaine de développement. Le Centre africain pour la politique en matière de climat, qui est chargé de définir les grandes orientations, a pris son envol et pourra bientôt apporter un soutien aux États membres dans ce domaine essentiel. Nous avons également travaillé en étroite collaboration avec les États membres pour élaborer une position commune africaine en vue de la Conférence de Copenhague, lors de la troisième réunion ministérielle africaine sur le financement du développement, tenue à Kigali, qui a essentiellement porté sur le

changement climatique, et à la session extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, qui s'est tenue la semaine dernière à Nairobi. Un rapport d'activité complet sur le sujet « changement climatique et développement » vous sera soumis au cours de la présente réunion.

La CEA continue à exécuter avec succès son programme de travail 2008-2009. Dans tous les domaines, de l'étude des politiques économiques à l'égalité des sexes et au développement social, en passant par les statistiques, les technologies de l'information et de la communication, la gouvernance, l'agriculture et la sécurité alimentaire, elle a obtenu des résultats notables, en publiant des produits du savoir, en élaborant des consensus et en fournissant services et conseils techniques. J'en veux pour exemples le Rapport économique sur l'Afrique 2009, publication conjointe de l'UA et la CEA, qui sera présenté au cours du débat ministériel, et le rapport portant sur l'examen mutuel de l'efficacité de l'aide, publié avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, dont vous serez saisis.

Le sixième Forum africain pour le développement s'est tenu à Addis-Abeba en novembre 2008 sur le thème « Agir pour l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'élimination de la violence contre les femmes ». La déclaration consensuelle adoptée à l'issue du Forum recensait les domaines essentiels - et ils sont nombreux - dans lesquels des mesures immédiates s'imposent, notamment sur le plan du financement. Autre événement important qui témoigne de l'engagement du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique, la réunion du Mécanisme de coordination régionale des organismes des Nations Unies opérant en Afrique. Lors de sa neuvième réunion, en novembre 2009, le Mécanisme a mis l'accent sur les moyens de faire face à la crise alimentaire et au changement climatique. Il a adopté plusieurs recommandations qui devraient lui permettre d'améliorer son travail et celui de ses groupes thématiques, et de mieux aligner ses activités sur les priorités de l'Union africaine et du NEPAD.

On a enregistré de bons résultats en ce qui concerne le renforcement des capacités et la visibilité des bureaux sous-régionaux, conformément au repositionnement de la Commission qui vise à accélérer l'intégration régionale et à stimuler le développement socio-économique de la région. Les bureaux sous-régionaux sont désormais bien outillés pour répondre promptement aux demandes de leur sous-région et mettent en œuvre avec succès les programmes pluriannuels conclus avec les communautés économiques régionales.

L'établissement de partenariats est au cœur du travail de la CEA. La collaboration s'est encore accrue au cours de l'année écoulée à la faveur des activités

menées avec la CUA, la BAD et les CER. Un grand nombre de partenaires de développement ont soutenu et encouragé nos efforts dans divers domaines d'activité. Ces partenariats sont à l'image de la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique, lancée par la CUA, la BAD et la CEA en mars dernier. L'initiative se veut un espace de dialogue sur les programmes de développement de l'Afrique. Elle est guidée par un Conseil consultatif indépendant, qui compte d'éminentes personnalités, africaines ou non, et est présidé par l'ancien Président du Botswana, Festus Mogae. Le Président de la Commission de l'UA, le Président de la BAD et moi-même, en ma qualité de Secrétaire exécutif de la CEA, en sommes membres d'office.

Le Plan d'activités 2007-2009 de la CEA arrive à son terme à la fin de cette année ; nous avons déjà commencé à préparer le Plan d'activités pour 2010-2012, lequel visera à approfondir les choix stratégiques du plan en cours - appui aux priorités de l'Union africaine et partenariats solides, crédibles et cohérents au service du développement de l'Afrique. Vous aurez aussi à vous pencher sur le projet de programme de travail et priorités de la CEA pour 2010-2012, qui obéissent aux mêmes choix stratégiques.

Pour conclure, je dirais que l'Afrique traverse certes une période difficile, mais que je reste confiant : une gestion macroéconomique plus avisée, une meilleure gouvernance et un engagement plus ferme en faveur de la paix et de la sécurité lui permettront de s'en sortir. Votre réunion est le lieu tout indiqué pour exprimer des idées et faire des choix grâce auxquels l'Afrique sera à même de relever le défi. Je ne doute pas que vos débats seront ouverts et constructifs et qu'ils enrichiront le rapport qui sera soumis à la Conférence des ministres.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux et vous remercie de votre attention.